

AVIS DE CONSULTATION

N°...../DC/MINTOUL/CIPM/2026 DU.....

POUR L'ACQUISITION DU MATÉRIEL DE SÉCURISATION DU RÉSEAU ET DE L'INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE DU MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

1- Objet

Le Ministre du Tourisme et des Loisirs lance, pour le compte de son département ministériel, une Demande de Cotation (DC) pour l'acquisition du matériel de sécurisation du réseau et de l'infrastructure informatique du Ministère du Tourisme et des Loisirs sur financement du Budget d'Investissement Public, Exercice 2026.

2- Consistance des prestations

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, consistent en la fourniture des licences informatiques ci-après ainsi qu'à la réalisation des travaux de configuration et déploiement.

N°	Désignation	Unité	Quantité
1	Fourniture et installation de licence antivirus pour serveurs	U	05
2	Fourniture et installation de licences Antivirus pour les postes clients	U	150

3- Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte à toutes les entreprises de droit camerounais installées au Cameroun et justifiant des capacités techniques et financières leur permettant de réaliser les prestations, objet de la présente Demande de Cotation.

4- Financement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2026, Imputation 60 23 262 1 22000001 0473 524211.

5- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est la soumission en ligne.

6- Consultation du dossier de la Demande de Cotation

Le dossier de la Demande de Cotation (DDC) peut être consulté gratuitement à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7- Acquisition du dossier de la Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original d'une quittance de vingt mille (20 000) francs CFA non remboursable, payable uniquement au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation.

AVIS DE CONSULTATION

N°...../DC/MINTOUL/CIPM/2026 DU.....

POUR L'ACQUISITION DU MATÉRIEL DE SÉCURISATION DU RÉSEAU ET
DE L'INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE DU MINISTÈRE DU TOURISME
ET DES LOISIRS

1- Objet

Le Ministre du Tourisme et des Loisirs lance, pour le compte de son département ministériel, une Demande de Cotation (DC) pour l'acquisition du matériel de sécurisation du réseau et de l'infrastructure informatique du Ministère du Tourisme et des Loisirs sur financement du Budget d'Investissement Public, Exercice 2026.

2- Consistance des prestations

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, consistent en la fourniture des licences informatiques ci-après ainsi qu'à la réalisation des travaux de configuration et déploiement.

N°	Désignation	Unité	Quantité
1	Fourniture et installation de licence antivirus pour serveurs	U	05
2	Fourniture et installation de licences Antivirus pour les postes clients	U	150

3- Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte à toutes les entreprises de droit camerounais installées au Cameroun et justifiant des capacités techniques et financières leur permettant de réaliser les prestations, objet de la présente Demande de Cotation.

4- Financement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2026, Imputation 60 23 262 1 22000001 0473 524211.

5- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est la soumission en ligne.

6- Consultation du dossier de la Demande de Cotation

Le dossier de la Demande de Cotation (DDC) peut être consulté gratuitement à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7- Acquisition du dossier de la Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original d'une quittance de vingt mille (20 000) francs CFA non remboursable, payable uniquement au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12- Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être regroupées dans des volumes séparés dont chacun contient des pièces séparées par des intercalaires en couleur.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission en ligne ;
- les plis sans indication de l'identité de la DC.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier de la Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la Demande de Cotation, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. L'absence de la copie physique de la caution de soumission et du récépissé de consignation des fonds délivré par la CDEC lors de l'ouverture des plis, entraînera également le rejet de l'offre.

13- Critères d'évaluations

La Commission Interne de Passation des Marchés procédera à la vérification de la conformité et à la comparaison des offres en s'appuyant sur les critères d'évaluation suivants :

A-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- a) de l'absence de la copie numérique dans COLEPS ou de la copie physique de la caution de soumission conforme aux prescriptions de la DC et du récépissé délivré par la CDEC, à l'ouverture des plis ;
- b) de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- c) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- d) de l'absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- e) du non-respect d'au moins 5 critères essentiels ;
- f) de la non-conformité aux spécifications techniques des fournitures (Avoir une évaluation négative (NON)) ;
- g) de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- h) du non-respect du format de fichier des offres ;
- i) de l'absence de la copie de sauvegarde. Ce critère est applicable essentiellement lors de la nécessité d'utiliser les copies de sauvegarde dans les cas limitatifs prescrits par la réglementation en vigueur ;
- j) de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- k) de l'absence d'un élément de l'offre financière conforme aux prescriptions de la DC (la soumission, les BPU, le DQE et SDPU) ;
- l) de l'absence des preuves d'acceptation des conditions du marché ;
- m) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- n) de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

B-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;

- les références du soumissionnaire ;
- la capacité financière ;
- Planning et délai de livraison ;
- Service après-vente ;
- Personnel technique.

14- Délai de livraison

Le délai maximum de livraison est de deux (02) mois. Ce délai prend effet à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer la prestation.

15- Attribution du Marché

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises résultant des critères dits essentiels et ceux éliminatoires et jugée conforme pour l'essentiel à la Demande de Cotation. Ledit soumissionnaire ne doit pas faire l'objet d'une suspension de la commande publique.

16- Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

17- Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, Tél : 222 22 67 68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

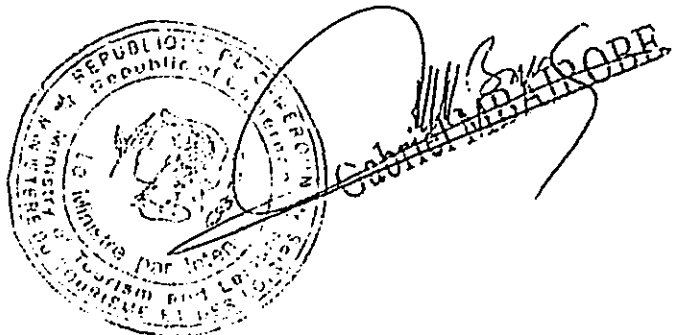
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) par SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO/MD au numéro 222 22 67 68.

Yaoundé, le.....06 Mars 2026.....

L'AUTORITE CONTRACTANTE

Ampliation:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- SOPECAM ;
- Président CIPM/MINTOUL ;
- Allichage/Chronos.



REQUEST FOR QUOTATION

No...../RQ/MINTOUL/CIPM/2026 OF.....

**FOR THE ACQUISITION OF SECURITY EQUIPMENT FOR THE
MINISTRY OF TOURISM AND LEISURE'S COMPUTER NETWORK
AND IT INFRASTRUCTURE****1- Object :**

The Minister of Tourism and Leisure, launches on behalf of his ministry, a quotation request for quotation for the acquisition of security equipment for the computer network and IT infrastructure of his ministerial department, financed by the 2026 Public Investment Budget.

2- Consistency of the services

The services, which are the subject of this quotation request, subject of this Quotation Request, consist of the supply of the following equipment as well as the carrying out of configuration and deployment work.

No. price	Description	Unit	Quantity
1	Antivirus server	U	05
2	Antivirus workstations	U	150

3- Participation and origin

Participation in this consultation is open to all companies or groups of companies, under Cameroon law, that are competent in the field and proving that they have the technical and financial capacity to deliver the supplies which are the subject of this quotation request.

4- Funding

The services, which are the subject of this quotation request, are financed by the 2026 Investment Budget of the Ministry of Tourism and Leisure, budget heading 60 23 262 1 22000001 0473 524211.

5- Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is online.

6- Consultation of the Request for Quotation File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance/Public contracts service of the Ministry of Tourism and Leisure located in Immeuble Rose, room 210, 2nd floor, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website (www.armp.cm).

7- Acquisition of the Request for Quotation file

The hard copy of the file may be obtained at the department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance/Service of Public Contracts of the Ministry of Tourism and Leisure, located in Immeuble Rose, room 210, 2nd floor as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of FCFA twenty thousand (20, 000) for the purchase of the Tender File fees which is payable to the Public Treasury only.

It is equally possible to freely download the soft version of the Request for Quotation File (RQ) on the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, the online bidding is subject to the payment of the purchase fees of the Request for Quotation File (RQF).

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation is CFAF 15,000,000 (fifteen million), inclusive of all taxes.

9- Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 13 of the Tender File (TF), of an amount of three hundred thousand (300 000) all-in amount in CFA francs and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. This bid bond must be stamped and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC).

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts, stamped and accompanied by the receipt issued by the CDEC shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. In addition to the soft version to be uploaded to the COLEPS platform, hard copies of the bid bond and the receipt for the deposit of funds with the CDEC must be submitted by the bidders to the Internal Tenders Board during the bid opening session, in accordance with the provisions of point 469 of the Circular relating to the Implementation of the Finance Laws for the 2026 fiscal year.

10- Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in English or French.

a) Online submission method

Bid shall be drawn up in French or English.

The tender would have to be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than 07 APR 2026 at 11.00 a. m.

Within the same delay as above, a backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD would have to be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy". The envelope must be filed on receipt and should be labelled 01

No. 01 /RQ/MINTOUL/CIPM/2026 OF 06 MAR 2026

FOR THE ACQUISITION OF SECURITY EQUIPMENT FOR THE MINISTRY OF TOURISM AND LEISURE'S
COMPUTER NETWORK AND IT INFRASTRUCTURE

"To be opened only during the Tender Opening Session"

b) Tender file size and format

The maximum sizes of documents to be uploaded on the platform and which shall constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats shall be as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.

11- Opening of bids

Bids shall be opened in a single phase on 07 APR 2026 at 12 am local time in the annex Conference Hall of Immeuble Rose, room 119, 1st floor of the Ministry of Tourism and Leisure, in Yaounde.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice. In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

12- Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical quotation and the financial quotation must be grouped together in a single volume separated by colored dividers. The original of the envelope and its copies will be placed in a single envelope which will be delivered in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Bids non-compliant with the online bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. An unstamped bid bond, not accompanied by the CDEC receipt or not relating to consultation concerned shall be considered as absent. The absence of a physical copy of the bid bond and the receipt for the deposit of funds issued by the CDEC at the time of the bid opening will also result in the rejection of the offer.

13- Evaluation criteria

The Internal Tender Board shall verify the conformity and compare the bids based on the following evaluation criteria:

A- Eliminary criteria :

The eliminary criteria include:

- 15.1.1 Absence of the soft copy in COLEPS or of the hard copy of the bid bond conforming to the requirements of the tender document and the receipt issued by the CDEC, at the opening of the bids;
- 15.1.2 Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- 15.1.3 False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- 15.1.4 the absence of a brochure, catalogue, drawing or technical sheet produced by the manufacturer;
- 15.1.5 Failure to comply with 5 essential criteria;
- 15.1.6 Failure to non-compliance with the technical specifications of the supplies (Have a negative evaluation (NO));
- 15.1.7 Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- 15.1.8 Failure to comply with bids file format;
- 15.1.9 Absence of a backup copy. This criterion is mainly applicable when it is necessary to use backup copies in the limited cases prescribed by the regulations in force;
- 15.1.10 Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- 15.1.11 Absence of an element in the financial offer conforming to the requirements of the tender documents (submission, BPU, DQE and SDPU);
- 15.1.12 Absence of evidence of acceptance of the market conditions;
- 15.1.13 Absence of integrity charter dated and signed;
- 15.1.14 Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

B- Main qualification criteria :

- General presentation of the bid;
- The company's references in similar projects;
- Financial status;
- Delivery time ;
- Guarantee and after-sales service;
- Technical staff.

14- Time and place of delivery

The maximum delivery period is two (02) months. The period for execution of the service is from the date of notification of the Service Order to start work.

15- Award

The Contracting Authority will award the Jobbing Order to the bidder who has submitted a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer will be evaluated as the lowest, including, where applicable, the proposed rebates.

16- Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their Quotations during 90 days from the deadline set for the submission of Quotations.

17- Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm.

18- Additional information

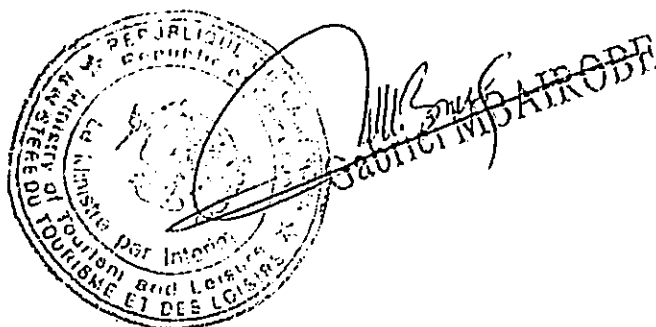
Additional information may be obtained during working hours from the department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance of the Ministry of Tourism and Leisure located in Immeuble Rose, room 210, 2nd floor. Tel: 222 17 67 68 or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) by SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Unit for the Fight Against Corruption of the PO/DPO at 222 17 67 68.

Yaounde, R.C...14/03...2026.....

THE CONTRACTING AUTHORITY



Copied:

- MINMAP
- ARMP (for publishing and archive)
- SOPECAM(for publishing)
- President ITB (for information)
- Pasting (for information)/chronos